



BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL

21 janvier 2015

Enquête réalisée par PluriConseil du 12 au 13 janvier 2015 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

Miracle ou mirage ?

Par Eric NG PING CHEUN

Partie d'une base économique faible dans les années 1980, l'île Maurice était une économie encore immature et peu diversifiée, évoluant sous l'ombrelle protectrice des accords commerciaux préférentiels de la Convention de Lomé. Profitant de la forte expansion de l'économie mondiale, le pays savait exploiter un avantage compétitif axé sur la main-d'œuvre bon marché pour exporter de la production bas de gamme. Les producteurs à gros volumes et à faibles coûts n'étaient pas des concurrents directs de Maurice, et les pays du continent africain et du bloc communiste n'intéressaient pas les investisseurs étrangers. Le contexte international était donc propice au redressement de notre économie qui enregistra des taux de croissance de 6,9% en 1985, de 8,9% en 1986, de 8,3% en 1987 et de 6,2% en 1988. Le taux de chômage, qui était aux alentours de 20% en 1983, descendait en dessous de 4% en 1988. C'est ainsi qu'en 1989, la Banque mondiale saluait Maurice comme un « *miracle of development* ».

Dans un rapport publié la semaine dernière, cette même institution dit anticiper une croissance mauricienne de 3,9% en 2015, et de 3,7% pour les deux années subséquentes. Ce n'est certainement pas avec de tels taux de croissance que Maurice réalisera un nouveau « miracle économique ». On reconnaît un miracle simplement par le plein emploi et par une forte hausse du pouvoir d'achat, ce qui ne serait possible que grâce à une croissance soutenue de plus de 6%.

Selon les analystes interrogés dans le présent baromètre, notre économie ne connaîtra même pas 5% de croissance durant les cinq prochaines années. Une reprise durable sur nos marchés d'exportation peut nous faire gagner deux points de croissance, mais la reprise demeure encore fragile aux Etats Unis et en Grande Bretagne, et aléatoire dans la zone euro. C'est sur des gens hautement qualifiés et compétents que dépend l'économie mauricienne pour croître.

Parler de « miracle économique » comme projet gouvernemental ne nous mènera pas loin. Cela peut être gratifiant lorsqu'on jouit d'un état de grâce. Mais il importe d'éviter des propos lénifiants qui donnent de faux espoirs à la population. Déjà les automobilistes sont très déçus de la promesse non tenue de baisser le prix du carburant à la pompe. Si pour certains l'économie est affaire de psychologie, il n'y a rien de plus démoralisant qu'une « *crisis of expectations* ».

On entend dire que le « miracle économique » arrivera par l'innovation et la productivité. Nos décideurs ont toujours fait semblant de croire à ces grands concepts, mais ils les ont rarement appliqués. Ayons plutôt des idées simples pour faire bien, sinon mieux, ce que nous entreprenons déjà.

Il faut d'abord que les opérateurs connaissent la vision économique du gouvernement. Ils le sauront sans doute bientôt dans le discours-programme, mais ils auraient dû en être fixés à ce jour. Quelle est notre vision sur l'agro-industrie, l'économie marine, le tourisme, le secteur offshore, les technologies de la communication ? Quelle est notre vision sur l'économie de la connaissance ? Quelle est notre vision sur l'exportation des services, surtout vers le continent africain ? Quelle est notre vision sur l'Etat-Providence et son financement ?

Le secteur privé s'attend ensuite à une bonne gestion des affaires du pays. Une excellente initiative du nouveau gouvernement est la mise sur pied du *Public Sector Efficiency Bureau* pour lutter contre le gaspillage et les abus des fonds publics tant au niveau des ministères que des corps paraétatiques. Si le Bureau Anti-Gaspillage entend agir comme une police contre l'inefficacité dans le secteur public, il doit avoir des pouvoirs de sanctionner les responsables.

Il convient de joindre la parole aux actes. D'une entreprise qui subit des pertes annuelles de Rs 75 millions et qui a un excédent de 250 employés, la bonne gouvernance veut qu'elle licencie ces derniers ou qu'elle ferme. C'est ce qu'il faut faire des Casinos de Maurice. Une vraie remise en ordre ne consiste pas à jeter l'argent des contribuables dans un trou sans fond et à ouvrir deux nouveaux casinos, surtout si l'on tient à décourager le jeu.

Les revenus de l'Etat doivent être utilisés à bon escient. Lorsqu'il fut décidé de relever l'âge de la retraite graduellement à 65 ans, le gouvernement d'alors maintenait le paiement de la pension de base à partir de 60 ans. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui sont actifs et qui touchent cette pension ! C'est une aberration qu'il faut éliminer en considérant comme bénéficiaires seulement ceux qui sont effectivement à la retraite.

Il va sans dire que ce qui tracasse la communauté des affaires par rapport à la gestion des finances publiques, c'est la taxation. Un budget sans nouvelles taxes ne peut générer des revenus qu'en augmentant les taux des impôts existants. L'ironie, c'est qu'on ira à rebours de la philosophie fiscale des années 1980 si l'on alourdit l'imposition des sociétés et des particuliers à hauts revenus.

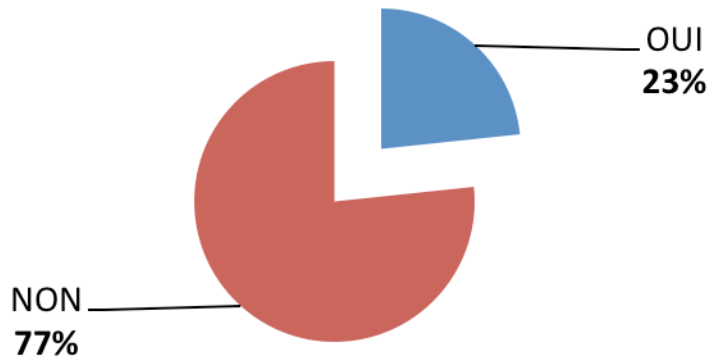
Une autre crainte, celle des industriels textiles, c'est un renouvellement tardif de l'*African Growth and Opportunity Act*. Les acheteurs américains hésiteront à passer de nouvelles commandes en l'absence d'une garantie de remboursement des frais de douane, qui représentent environ 13% du prix de vente. Il est urgent de nommer un ambassadeur mauricien à Washington pour discuter du dossier avec des membres du Congrès.

On ne croit pas aux miracles, mais on cherche du succès économique. Il y a des décisions qui s'imposent pour qu'il ne soit pas un mirage.

(www.pluriconseil.com)

1) Pensez-vous que Maurice réalisera un nouveau « miracle économique » d'ici à cinq ans ?

Un « miracle économique » d'ici à cinq ans

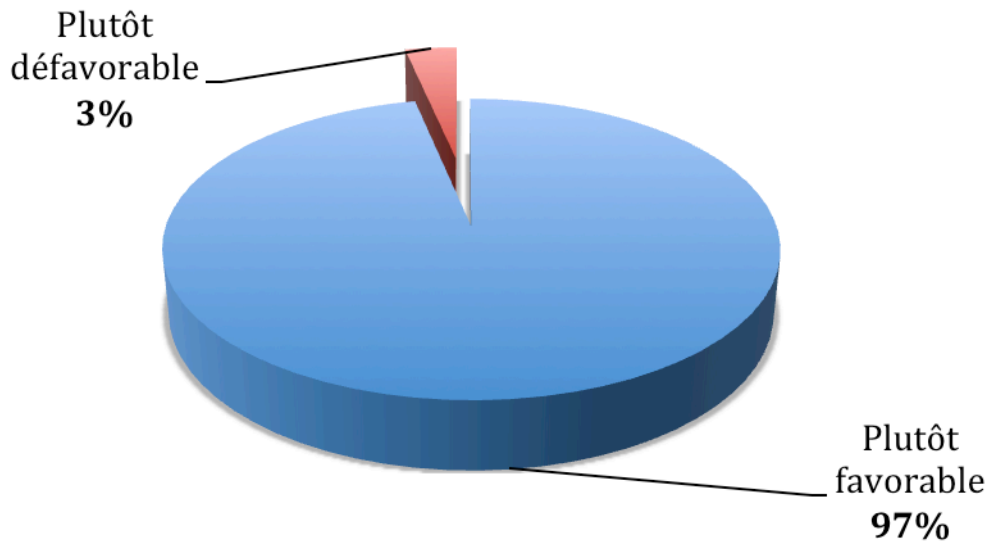


Le miracle économique ne viendra pas

La grande majorité des spécialistes interrogés (77%) n'entrevoient pas un nouveau « miracle économique » d'ici à cinq ans. Les conditions objectives qui existaient dans les années 1980 ne sont pas réunies aujourd'hui. Dans un contexte économique mondial tout à fait différent, il est impensable que Maurice réalise un boom économique pendant que les pays développés connaissent une faible croissance. S'il y a des réformes majeures ici, elles pourront simplement relancer notre économie. Une amélioration de notre situation économique serait déjà bien, moyennant que le gouvernement envoie des signaux positifs, notamment en matière de transparence et de bonne gouvernance.

2) Vis-à-vis du secteur privé, croyez-vous que le nouveau gouvernement sera...

Le gouvernement vis-à-vis du secteur privé



Un gouvernement « business-friendly »

Nos analystes économiques et financiers sont quasiment unanimes à dire que le nouveau gouvernement sera plus favorable que défavorable au secteur privé. Le premier, selon un expert comptable, « *will only handle infrastructure* », étant conscient que seul le second est capable de créer des emplois. Un autre affirme que « *the private sector is here to stay* », mais que le gouvernement pourrait adopter une approche différente selon que les entreprises sont tournées à l'exportation ou vers le marché domestique. En tout cas, avertit un économiste, « ce serait une énorme erreur de la part du gouvernement de mettre à dos le secteur privé. L'heure est à la coopération. »

3) Selon vous, la croissance économique sur la période 2015 à 2019 sera en moyenne de...

Moins de 4,0%	33%
4,0% à 4,9%	60%
5,0% à 5,9%	3%
6,0% ou plus	3%

La croissance restera en dessous de 5,0%

Selon *Statistics Mauritius*, la croissance économique était de 4,2% en 2010, 3,6% en 2011, 3,4% en 2012, 3,2% en 2013 et 3,5% en 2014. Pour 93% des personnes interrogées, elle ne remontera pas à 5,0% au cours des cinq prochaines années. Selon trois analystes sur cinq, elle se situera en moyenne entre 4,0% et 4,9%. Maurice ne pourra faire mieux sans ouvrir son économie. Aussi, beaucoup dépendra de la croissance dans les pays développés. Malgré une reprise aux Etats Unis, la crise économique en Europe continuera à peser sur la performance mauricienne. Selon un banquier, « *we will need a minimum of three years before new economic policies lift us from below 4%* ».

4) Selon vous, le taux de chômage sera, d'ici à cinq ans, de...

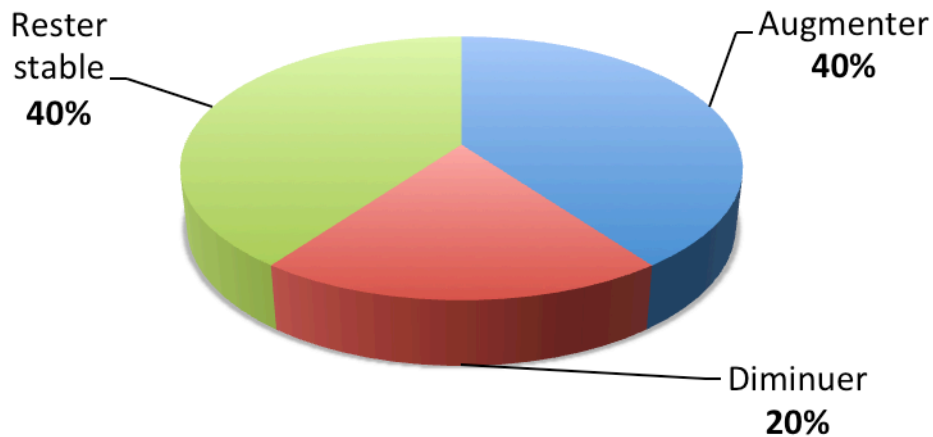
Moins de 6,0%	3%
6,0% à 6,9%	30%
7,0% à 7,9%	63%
8,0% ou plus	3%

Le taux de chômage sous les 8,0%

Selon *Statistics Mauritius*, le taux de chômage était de 7,6% en 2010, 7,8% en 2011, 8,0% en 2012 et en 2013, et 7,8% en 2014. Pour 63% d'analystes, il restera dans la tranche de 7,0% à 7,9% au cours des cinq prochaines années. Même si l'*Employment Rights Act* serait favorable au patronat selon les syndicalistes, les employeurs réfléchiront beaucoup avant de recruter. Le relèvement de l'âge de la retraite à 65 ans, inévitable pour soutenir la viabilité financière du régime national de pension, rend toutefois plus difficile le recrutement des candidats à l'emploi. Sinon, dans de nouveaux secteurs, telle l'industrie marine, on ne trouve pas les compétences nécessaires.

5) Estimez-vous que le pouvoir d'achat va durant les cinq prochaines années...

Le pouvoir d'achat durant les cinq prochaines années



Le pouvoir d'achat ne baissera pas

Le pouvoir d'achat, c'est le revenu réel, le revenu nominal défalqué de l'inflation. Quatre analystes sur cinq sont confiants qu'il ne diminuera pas durant les cinq prochaines années. 40% pensent même qu'il augmentera, mais légèrement. L'enjeu est la productivité, car au-delà d'une compensation salariale supérieure au taux d'inflation, il faut travailler plus et mieux pour obtenir un meilleur salaire de base. La chute du prix international du brut laisse espérer un recul de l'inflation à l'importation. Mais les consommateurs mauriciens ne bénéficient pas totalement des économies réalisées sur le prix pétrolier. Comme le déplore un économiste, « *we suffer from price stickiness* ».

6) Anticipez-vous de la part du gouvernement une politique sociale qui...

Relancera l'économie	47%
Pénalisera l'économie	3%
N'affectera pas l'économie	50%

Une politique sociale sans gravité

Pratiquement tous nos spécialistes croient que l'économie ne sera pas pénalisée par la politique sociale du nouveau gouvernement. 47% croient même que celle-ci relancera l'économie, puisque « *economic progress and social development go hand in hand* ». On pense en particulier aux logements sociaux. On suppose toutefois qu'il n'y aura pas d'autre mesure comme celle de l'augmentation de la pension de base. Et l'on souhaite aussi que le gouvernement fasse, en matière de rémunération, une claire démarcation entre ceux qui travaillent et ceux qui font la grève.

7) Pensez-vous que la politique du nouveau gouverneur de la Banque de Maurice...

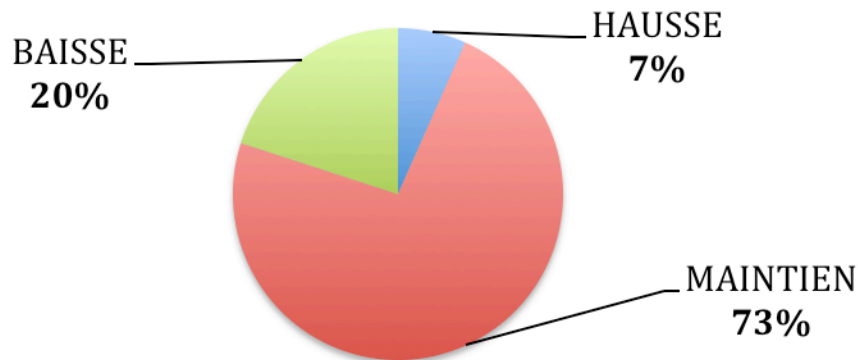
Favorisera les exportateurs	43%
Favorisera les importateurs	3%
Sera impartiale	53%

Une politique monétaire impartiale

Un nombre important d'analystes (43%) sont d'avis que le nouveau gouverneur de la Banque de Maurice, Rameswurlall Basant Roi, favorisera davantage les exportateurs que les importateurs. Ils estiment qu'il n'a d'autre choix que de faire glisser la roupie, d'autant que « *he will be enjoined by the government to do so* ». Cependant, la majorité des répondants (53%) pensent que sa politique sera impartiale. Eux font remarquer que « *the role of the Central Bank is to ensure price stability, keep inflation at bay and maintain the stability of the rupee* ».

8) Quelle orientation du Repo Rate prévoyez-vous à la prochaine réunion du comité de politique monétaire ?

Le Repo Rate à la prochaine réunion du comité monétaire



Pas de changement du taux d'intérêt

Un analyste sur cinq anticipe une baisse du taux repo à la réunion du comité de politique monétaire prévue le lundi 9 février. Des groupes de pression sont à l'œuvre pour forcer cette décision. On mettra en avant le recul de l'inflation domestique dû à la chute du prix du pétrole. Aussi, une détente monétaire constituera, selon un économiste, « *a signal that they are doing something* ». Cependant, la grande majorité des sondés (73%) prévoient le maintien du taux directeur, car le nouveau président du comité devrait afficher, pour sa toute première réunion qui tombe avant le budget national, une certaine impartialité...

Enquête réalisée par PluriConseil du 12 au 13 janvier 2015 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

PluriConseil Ltd

Business Registration number: C08052270

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, Mauritius

Telephone: +230 2136719

Fax: +230 2342761

E-mail: pluriconseil@orange.mu

Website: www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.